

Le XIXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique

Bernard Carantino, Alexis Shiray

Citer ce document / Cite this document :

Carantino Bernard, Shiray Alexis. Le XIXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. In: Politique étrangère, n°5 - 1952 - 17^eannée. pp. 379-408;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1952.2678>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1952_num_17_5_2678

Fichier pdf généré le 11/04/2018

LE XIX^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Après un délai de treize ans, s'est réuni au Kremlin, le 5 octobre 1952, le XIX^e Congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U. R. S. S. Cette longue période a été marquée par des transformations décisives dans la vie de l'État soviétique. La deuxième guerre mondiale avait brutalement suspendu l'exécution du troisième plan quinquennal, dont le mot d'ordre était « égaliser et même dépasser l'Occident ». Ce plan devait, en définitive, permettre à l'économie russe, inscrite au cours des deux premiers plans quinquennaux dans le cadre d'une réorganisation totale, de prendre son véritable essor. A la libération du territoire, les destructions systématiques opérées par les Allemands étaient immenses. Les quelques chiffres qui suivent ne peuvent en donner qu'une idée bien atténuée : 1 710 villes, 70 000 villages, 6 millions de bâtiments, 3 500 000 isbas, 31 850 entreprises industrielles, 69 000 kilomètres de voies ferrées, 44 000 écoles, 15 000 locomotives, 62 hauts fourneaux, 213 fours Martin, 137 000 tracteurs avaient été complètement détruits et rendus inutilisables, sans compter les houillères du Donbass.

Il fallait donc, avant de songer à de futurs développements, tout remettre en état. Peuples et dirigeants s'attelèrent à cette tâche gigantesque et, fin 1948, ils pouvaient se flatter d'avoir remis de l'ordre dans la maison.

Entre temps, les cadres du parti avaient à faire face aux pressions qu'exerçait le gonflement inusité de leurs effectifs, passés de 2 millions et demi en 1939 à environ 7 millions en 1952.

La situation ainsi créée rendait nécessaire la révision de l'organisation et du contrôle du parti, dont les dirigeants ne voyaient pas sans inquiétude la transformation en un vaste appareil bureaucratique tout-puissant et sans âme.

Aussi, la presse soviétique mena-t-elle campagne sur la nécessité d'une lutte impitoyable contre « le bureaucratisme, ennemi juré du parti » et

contre la tendance « qu'ont les chefs communistes à étouffer la critique et l'autocritique ». Le 7 septembre, la *Pravda* rappelait aux militants que « la critique venant d'en bas et l'autocritique sont les lois fondamentales d'évolution de la société soviétique et le seul moyen pratique de surmonter la routine, la stagnation et les préjugés capitalistes rétrogrades... » Ce journal citait à ce propos la déclaration faite, il y a déjà vingt-cinq ans, par Staline : « Dans un pays de dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans un pays où le parti communiste gouverne seul, sans partager le pouvoir avec d'autres partis, l'obligation de découvrir et de corriger les fautes ne peut appartenir qu'aux communistes eux-mêmes : la critique est la grande force motrice de la société soviétique. »

L'indiscipline, les abus divers, le manque d'unité d'action se faisaient de plus en plus sentir. Et, ce qui est encore plus important, un certain manque de cohésion idéologique était devenu apparent et avait nécessité, à diverses reprises, un rappel à l'ordre de nombreux dirigeants, notamment dans les Républiques fédérées. La *Pravda* du 29 septembre dernier écrivait qu'on « ne saurait passer sous silence le fait que, ces derniers temps, des tendances à l'insouciance politique et à la divulgation des secrets de l'État et du parti se manifestent chez les communistes. De tels manquements sont constatés partout où la critique et l'autocritique et l'ordre « bolchevik » dans l'organisation du travail font défaut, et où règne une atmosphère de suffisance et de quiétude injustifiées ». « Dans certaines organisations du parti et institutions d'État, ajouta ce journal, cette insouciance politique touche même à un domaine aussi important que celui de la sélection et de la répartition des cadres. Il est des cas où ce choix a été fait davantage sur la base d'affinités personnelles que d'après la qualité des élus. En fait, des éléments manifestement douteux et n'inspirant aucune confiance parviennent à s'infiltrer dans les rangs du parti et à accéder à des postes de direction. D'où la nécessité urgente de mettre fin à de telles pratiques. »

Ce relâchement aurait permis à des « influences néfastes » venues de l'étranger de s'exercer. C'est ce que semble vouloir souligner l'organe du Comité central du parti. « L'élimination des classes exploitantes dans notre pays, poursuit la *Pravda*, a privé la bourgeoisie internationale du soutien qu'elle pouvait trouver à l'intérieur de l'U. R. S. S. dans sa lutte contre l'État soviétique. Elle cherche aujourd'hui à utiliser les vestiges de l'esprit capitaliste dans la conscience des nôtres, les séquelles d'une psychologie périmée et l'héritage de la morale bourgeoise, tout comme les manifestations d'admiration servile de la culture occidentale ou celles d'un nationalisme sectaire et étroit. »

Il était donc indispensable d'opérer un redressement, de redonner au parti son sens idéologique et politique traditionnel et, en même temps,

pour répondre à l'évolution de la conjoncture intérieure et extérieure, d'en rénover l'organisation.

Pour procéder aux réformes réclamées depuis longtemps, on a visiblement préféré attendre la fin de la période de relèvement et la stabilisation économique qui en a été le corollaire. Il a été constaté que les dirigeants du parti — surtout à l'échelle régionale et locale — absorbés par les tâches impérieuses de la reconstruction, oublièrent souvent l'aspect idéologique du travail qu'ils accomplissaient. Les résultats obtenus dans l'exécution du quatrième plan quinquennal, qui a couvert la période 1946-1950, ayant été supérieurs aux prévisions les plus optimistes, les dirigeants soviétiques ont pensé que le moment était venu de convoquer le XIX^e Congrès pour apporter à l'organisation du parti les modifications qui s'imposaient et jeter les bases du développement ultérieur de la Fédération des États soviétiques.

Le nouveau plan quinquennal, dont le rythme d'exécution a été ramené à des proportions plus modérées, laissera assez de liberté, estime-t-on dans les milieux compétents, pour permettre aux dirigeants de consacrer une partie de leur temps aux problèmes de base de l'organisation marxiste de l'État soviétique.

I. — PORTÉE NATIONALE ET INTERNATIONALE DU CONGRÈS

Le XIX^e Congrès a été qualifié par la presse de Moscou d'« événement historique capital, tant pour le parti que pour la communauté soviétique tout entière ».

A l'intérieur, déclare à ce sujet la revue *Bolchevik*, organe « théorique et politique du parti », le Congrès doit marquer avant tout la « fin de l'étape de socialisation, franchie avec succès, et le début de celle de l'édification communiste proprement dite ». « En développant et en concrétisant la théorie de Lénine sur la possibilité de l'existence du socialisme dans un seul pays, Staline est arrivé à la conclusion que cette possibilité est également vraie pour le communisme, même si l'encerclement capitaliste continuait à subsister. » Ce que la revue ne dit pas, c'est que, depuis la deuxième guerre mondiale, ce danger d'encerclement immédiat semble être écarté, car il s'est constitué, aussi bien aux frontières occidentales que sur la bordure orientale du pays, un puissant glacis composé, ici, par les démocraties populaires, dont l'Allemagne orientale est un avant-poste, là, par la Chine communiste. « Le camp communiste, qui comptait avant le conflit moins de 200 millions d'hommes, dit le *Times* de Londres, s'étend aujourd'hui de l'Elbe aux frontières de la Birmanie et de l'Indochine et groupe 800 mil-

lions... De ce fait, la carte stratégique et politique du monde a été bouleversée plus radicalement encore qu'elle n'avait été en 1917 par la révolution russe. »

Pour réaliser le programme de réformes intérieures que les dirigeants soviétiques se proposent, le renforcement de la discipline et de l'unité du parti leur semble indispensable. « Staline écrit à ce propos en 1905, rappelle la revue *Bolchevik*, qu'il existe de par le monde pas mal de bavards qui accepteraient avec joie le programme du parti, sa tactique et ses vues sur l'organisation, mais qui ne sont — hormis leurs bavardages — bons à rien. Notre parti n'est pas une école de philosophie, pas plus qu'une secte religieuse. C'est un *parti de combat*, et il va donc de soi qu'il ne saurait se contenter d'une adoption platonique du programme, de la tactique ou des méthodes d'organisation. »

Ce caractère de « parti de combat » a amené des dirigeants soviétiques à modifier avant tout le statut du parti, qui ne datait que de 1939, plutôt que d'aborder la modification de son programme, qui remonte aux années de la Révolution d'octobre et avait été élaboré par Boukharine.

Sur le plan international, la revue *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, organe du Kominform, rappelait le 12 septembre que « les partis communistes et ouvriers de tous les pays considèrent le parti de Lénine-Staline comme l'exemple, en tant qu'avant-garde, du mouvement communiste international ». Et elle ajoute : « Dans le nouveau statut du parti communiste de l'Union soviétique, les communistes de tous les pays voient un modèle auquel ils doivent aspirer s'ils veulent consolider et rehausser leur prestige auprès des masses en tant que défenseurs résolus des intérêts des peuples et leaders et organisateurs de la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme. »

II. — LA PRÉPARATION DU CONGRÈS

Le rôle du Congrès — instance suprême du parti — est primordial en U. R. S. S., où toutes les décisions de principe de la politique intérieure et extérieure relèvent de la compétence du parti, les organismes d'État étant pratiquement réduits au rôle d'appareils consultatif (Soviet suprême) ou exécutif (Conseil des ministres). Le Congrès seul est habilité à réviser ou à modifier le statut et le programme du parti, à définir la ligne tactique pour les questions fondamentales de la politique courante. C'est lui aussi qui élit le Comité central, seul organe dirigeant entre les sessions du Congrès.

a. *Historique des Congrès.*

Après la première réunion clandestine, tenue à Minsk en 1898, au cours de laquelle fut fondé le parti ouvrier social-démocrate de Russie, les révolutionnaires russes avaient dû attendre près de vingt ans pour pouvoir se réunir de nouveau, en 1917, sur le sol natal, à Pétrograd. Entre temps, leurs assises avaient eu lieu à Bruxelles et Londres en 1903 [Congrès marqué par la division en « bolcheviks » (majoritaires) et « mencheviks » (minoritaires)], à Londres en 1905 et en 1907, à Stockholm en 1906, à Prague en 1912 (Conférence nationale qui adopta l'additif officiel de « bolchevik » au nom du parti).

C'est au Congrès de 1917, à Pétrograd, que le parti prit officiellement le nom de « parti communiste (bolchevik) de Russie ». Après le départ des socialistes-révolutionnaires, qui refusèrent de parapher le traité de Brest-Litovsk, il resta seul au pouvoir. Puis les assises du parti furent transférées à Moscou, où se réuniront désormais les Congrès suivants. Après le Congrès de 1920 qui ne peut que constater le désarroi consécutif à la guerre civile et à la désorganisation économique du pays, Lénine fit adopter, en 1921, la « nouvelle politique économique » (N. E. P. : *novaya ekonomitcheskaya politika*), recul stratégique, destiné à s'assurer le concours des ouvriers et des paysans.

Le Congrès de 1922 a été marqué par la première épuration massive. Les Congrès suivants soulignent davantage encore l'accentuation de la lutte de tendances au sein du parti, qui ne prendra fin qu'avec les célèbres procès de Moscou de 1936. La Commission centrale de contrôle, chargée de veiller à l'unité et à la discipline dans les rangs du parti, a été créée par le Congrès de 1923.

Un an après la mort de Lénine, survenue en janvier 1924, la tradition des Congrès annuels est abandonnée. Après celui de 1925, surnommé par Staline « Congrès de l'industrialisation socialiste », les assises de l'instance suprême du parti sont tenues irrégulièrement. Le XV^e Congrès, qui se réunit en 1927, est marqué par l'expulsion des partisans de Trotsky et de Zinoviev et le début de la collectivisation des campagnes. Le suivant se tient en 1930 pour constater « l'achèvement de la collectivisation rurale et la suppression de la paysannerie aisée (koulaks) en tant que classe ». Il procède à la ratification du premier plan quinquennal, en vigueur depuis 1929, et à la liquidation de l'« opposition de droite » de Boukharine, Tomsky et Rykov. Ce dernier est remplacé peu après à la tête du gouvernement par Molotov.

Le Congrès de 1934 est celui de « la victoire décisive du socialisme dans tous les secteurs de la vie économique et culturelle ». Toute opposition au

sein du parti semble avoir été liquidée entre ce Congrès et celui de 1939. Comme le dit la revue *Bolchevik* dans son numéro d'août 1952, le Congrès de 1939, le XVIII^e, a permis « d'élaborer le programme qui devait aboutir à l'achèvement de la construction de la société socialiste sans classes et permettre ultérieurement d'entreprendre la transition graduelle du socialisme au communisme ». A ce Congrès, le dernier d'avant guerre, Staline avait présenté un rapport qui avait été adopté comme « directive de base et loi fondamentale de l'activité future du parti ».

b. *Comment a été préparé le XIX^e Congrès.*

La préparation publique du XIX^e Congrès s'est faite sous trois formes différentes :

- 1^o Un sondage de l'opinion des milieux compétents dans le cadre d'une discussion ouverte ;
- 2^o Une discussion publique des thèses essentielles à étudier au Congrès ;
- 3^o Des conférences tenues par les organisations du parti aux divers échelons.

1^o *Enquête auprès des théoriciens.*

La première phase de préparation — la plus importante sur le plan idéologique — n'a été portée à la connaissance du grand public que deux jours seulement avant l'ouverture du Congrès. Elle s'est déroulée sous forme de sondage d'une partie restreinte de l'opinion publique au sujet de certaines questions théoriques essentielles. Elle a eu une influence primordiale aussi bien sur les réformes décidées que sur les exposés faits plus tard par les leaders du parti au Congrès. Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée cette « discussion ouverte » et les conclusions qui s'en dégagent méritent la plus grande attention non seulement de la part des Russes, mais aussi de celle des Occidentaux. Il ne s'agit nullement d'une « déclaration sensationnelle avec effet calculé », savamment orchestrée, mais d'une « profession de foi » exigée par les circonstances.

Par une étude de Staline publiée juste avant l'ouverture du Congrès, le monde a appris qu'en 1951 déjà, en U. R. S. S., une discussion secrète, mais particulièrement animée, s'était déroulée autour des principaux problèmes économiques. Dans le feu des débats, des théoriciens sont allés jusqu'à réfuter un certain nombre de thèses de Marx, Engels et Lénine et ont accusé Staline de mal interpréter par moments le marxisme. A en croire Staline lui-même, un certain « camarade Yarochenko » a adressé une lettre à tous les membres du Politburo, dans laquelle il promettait d'élaborer dans un délai de douze à dix-huit mois des thèses qui seraient capables d'apporter des solutions effectives aux problèmes de fond de l'économie

socialiste et de donner aux principes marxistes-lénino-staliniens une expression adéquate, pour en faire « une arme de combat au service de la société soviétique ».

Peu importe la personnalité de Yarochenko, l'essentiel est que les questions cruciales qui se posent à l'U. R. S. S. aient pu faire l'objet d'une discussion, dont les éléments ont été remis à Staline. Ce dernier a senti qu'une mise au point finale s'imposait. C'est cette mise au point qui a été publiée dans le dernier numéro de septembre de la revue *Bolchevik*. Il est à noter que le point de départ de la controverse avait été donné par l'examen du projet du nouveau manuel officiel d'économie politique de l'U. R. S. S.

Que ressort-il de cette ample discussion ? Certains théoriciens soviétiques repousseraient le caractère objectif des lois de l'économie politique, telles qu'elles ont été définies par les maîtres du marxisme. Ces doctrinaires pensent qu'aucune loi n'est propre à l'économie socialiste et que l'État ou les dirigeants soviétiques peuvent modifier les lois existantes et en formuler de nouvelles. Et ils ajoutent qu'un grand nombre de lois orthodoxes sont non seulement inapplicables sous le régime socialiste, mais même incompatibles avec celui-ci. Staline s'élève contre de telles conceptions et proclame que les lois de l'économie politique sont totalement indépendantes de la volonté des individus. « Ceux-ci peuvent les découvrir, les apprendre, en tenir compte dans leurs activités, les utiliser au mieux des intérêts de la société, mais ils ne peuvent ni les modifier, ni les annuler. Ils sont impuissants à créer ou à formuler de nouvelles lois. Cependant, ces lois ne sont pas irrésistibles, on ne saurait les fétichiser et en devenir esclaves. La communauté connaissant les lois et s'appuyant sur elles peut limiter leur sphère d'action, les brider tout comme elle fait pour les lois de la nature. »

« Si nous avons admis, ne serait-ce qu'un instant, la possibilité de créer et de transformer les lois économiques, nous aurions atterri au royaume du chaos et du hasard, dont nous serions les ilotes. Nous aurions liquidé l'économie politique en tant que science et, par là même, nous nous serions privés de la possibilité de prévoir les événements de la vie économique du pays et d'organiser une direction économique même élémentaire. Nous serions ainsi devenus une proie facile aux mains des aventuriers de l'économie, prêts à abolir ou à transformer les lois, sans prendre en considération leur objectivité. »

Ainsi, l'obscur Yarochenko donne l'occasion à Staline d'affirmer que, malgré l'autocratie économique, les lois qui régissent les phénomènes, en Russie comme ailleurs, gardent leur caractère irréfragable.

Le deuxième fait important qui se dégage de cette discussion réside dans l'effort fait par Staline pour démontrer que la réalité soviétique

— avec tous les compromis qu'elle peut éventuellement exiger — n'entraîne ni un abandon, ni un éloignement de la théorie marxiste-léniniste. Le généralissime profite aussi de l'occasion qui lui est offerte pour rappeler à l'ordre ceux qui, emportés par le besoin de réaliser de plus en plus vite, ont ou bien confondu l'économie politique avec la politique économique, ou bien envisagé de sacrifier un certain nombre de principes de base de la théorie fondamentale du communisme.

Staline explique que la modification en U. R. S. S. de certaines formules du marxisme intégral est motivée par le caractère périmé de ces formules. « Certains préceptes de Marx, dit-il, ne sont plus applicables, car ils sont le résultat de l'analyse de la réalité capitaliste. Mais il serait étrange d'y avoir recours là où la classe ouvrière non seulement n'est pas privée du pouvoir, mais le détient, comme elle détient les moyens de production. On a pu le tolérer un certain temps, mais le moment est venu pour les économistes soviétiques d'abandonner les anciennes formules et de les remplacer par celles qui correspondent à la nouvelle situation. »

Poursuivant ses explications, le généralissime s'applique à démontrer que certains aspects de la vie économique en U. R. S. S. — comme la survivance du principe « achat-vente », la prédominance de l'industrie de production d'équipements sur celle des biens de consommation, qui, de l'avis de certains, seraient contraires aux prescriptions marxistes — s'expliquent avant tout par l'existence de deux secteurs dans l'économie soviétique : celui de l'industrie nationalisée et celui de l'agriculture, placé sous le régime dit « kolkhozien ».

Dans ce dernier secteur, les « grands moyens de production », tels que la terre et les machines, appartiennent à l'État qui les « prête » aux paysans. Ceux-ci sont cependant propriétaires d'une partie de la production et ils ne conçoivent pas d'autre forme de rapports économiques avec la ville que le système de l'achat et de la vente. Staline réfute parallèlement les thèses de ceux qui proposent — pour réduire la part de l'État dans les investissements agricoles — de vendre aux paysans les grands moyens de production. S'y conformer, dit-il, serait étendre le commerce et, par conséquent, s'éloigner du but au lieu de s'en rapprocher, car la suppression du marché constitue une des bases fondamentales du marxisme. Le marché sous sa forme réduite actuelle ne constitue pas une entorse au principe. Ce système ne pourrait être aboli que si la « propriété kolkhozienne » était élevée au niveau de la « propriété nationale ». Actuellement, il serait dangereux de brusquer la transition dans ce sens. En effet, l'absorption du secteur kolkhozien par celui de l'État pourrait être considéré comme une expropriation des kolkhozes et romprait l'harmonie qui a été établie entre la ville et la campagne.

Selon la définition de Lénine, elle compromettrait toute possibilité de victoire de la révolution prolétarienne en rejetant pour longtemps la paysannerie dans le camp des ennemis du prolétariat. Cette transition doit, par conséquent, se faire par étapes.

Mais un vrai marxiste peut-il admettre, quand les conditions sont propices, la conquête du pouvoir par le prolétariat si les nationalisations n'englobent qu'une partie des moyens de production? Et, dans l'affirmative, doit-on, aussitôt après l'accession, abolir le système du marché?

Staline répond :

1^o On ne saurait considérer comme valable l'opinion de ceux qui estiment que, dans de telles conditions, il aurait fallu refuser le pouvoir et attendre que le capitalisme parvienne à transformer les millions de petits et moyens producteurs en ouvriers, et à concentrer les moyens de production dans l'agriculture. Il va de soi qu'une telle « solution » ne peut être acceptable « pour les marxistes s'ils ne veulent pas se couvrir de honte ».

2^o On ne pourrait non plus adopter l'opinion de ceux qui estiment qu'il faudrait s'emparer du pouvoir et exproprier les petits et moyens producteurs ruraux, en nationalisant leurs moyens de production. « Les marxistes ne peuvent pas non plus s'engager dans cette voie absurde et criminelle. »

La vraie réponse à cette question est celle que donne Lénine : le prolétariat ne doit pas laisser passer les conditions favorables à la prise du pouvoir. Il doit, après cette prise, procéder à l'expropriation des moyens de production dans l'industrie, unir graduellement les petits et moyens producteurs dans les coopératives, développer l'industrie, assurer aux kolkhozes une base technique solide. Pour obtenir la liaison ville-campagne, industrie-agriculture, il doit conserver pour un temps la production de marchandises et développer au maximum le commerce soviétique d'État, des coopératives et des kolkhozes, en éliminant tous les capitalistes opérant dans cette branche.

L'abandon de la production des biens d'équipement au profit des biens de consommation, proposé par certains, paraît au généralissime également erroné et en aucun point conforme aux buts du marxisme. On ne peut aboutir à une suppression du commerce qui, dans la période actuelle, s'avère un frein dans le développement de l'économie soviétique, que par une production poussée au maximum des produits industriels, afin d'en obtenir une abondance absolue. Mais comment y parvenir sans construire auparavant en nombre suffisant les machines nécessaires?

Les biens d'équipement ne sont pas des marchandises, dit Staline, dans le domaine de l'économie intérieure. Ces biens ne sont jamais vendus, mais prêtés à l'industrie et à l'agriculture par l'État, dont ils restent la propriété. Ils ne constituent réellement une marchandise que dans le commerce extérieur.

Or le temps est venu, estime Staline, de parler de l'achèvement définitif de la période de l'édification du socialisme. C'est celle de l'édification communiste qui commence et qui — par le nivellement graduel des différences existant dans les divers secteurs de l'économie soviétique et, parallèlement, par la suppression, également graduelle, du commerce — permettra d'écarter tout ce qui heurte actuellement les défenseurs du marxisme orthodoxe, sans porter préjudice aux intérêts de l'État soviétique. Celui-ci, d'ailleurs, est appelé lui-même à « dépérir », conformément à la théorie marxiste, comme les autres États, à mesure que progresse le communisme mondial.

Cependant, pour que la « transition au communisme » ne soit pas une simple formule, mais devienne une réalité, il ne suffit pas, comme certains le proposent, de se contenter d'une « organisation rationnelle des moyens de production ». Trois conditions essentielles sont indispensables pour parvenir au stade de *préparation* de cette transition :

1^o Un accroissement continu de la production de la communauté avec prédominance de celle des moyens de production ;

2^o L'élévation par étapes de la « propriété kolkhozienne » au niveau de la « propriété nationale » et la substitution également par degrés du système d'échange de produits (troc) au système de marchandises, afin que le pouvoir central puisse tenir les fils de toute la production de la communauté ;

3^o Un essor culturel permettant aux membres de la société de pousser au maximum leur développement physique et intellectuel, afin de pouvoir choisir librement leur métier et de ne pas être enchaînés toute leur vie à une même profession. A cet effet, il faudrait réduire la journée de travail à six, voire même cinq heures, améliorer les conditions de vie et d'habitat, doubler au moins les salaires, aussi bien par l'augmentation des taux que par la baisse des prix des objets de consommation courante.

Ce n'est qu'après la réalisation de ces conditions préliminaires qu'on pourra abandonner la formule socialiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », en faveur de la formule communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Et Staline termine son tour d'horizon de la politique intérieure de la Russie soviétique par ce postulat :

« La loi fondamentale du socialisme est d'assurer la couverture maximum des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société par l'augmentation et le perfectionnement ininterrompus de la production socialiste sur la base de la plus haute technique. »

La situation internationale.

Le généralissime Staline aborde également les problèmes de politique étrangère. Il convient de considérer la dislocation du marché mondial, dit-il, comme le résultat économique le plus important de la deuxième guerre mondiale. Cette dislocation a déterminé l'accentuation de la crise générale du système capitaliste international. D'ailleurs, la crise elle-même a engendré la deuxième guerre mondiale.

Chacune des deux coalitions capitalistes cherchaient une issue à la crise. Les États-Unis comptaient écarter l'Allemagne et le Japon, accaparer les marchés extérieurs, les sources de matières premières, et parvenir à l'hégémonie universelle. C'est cette domination que poursuivait aussi Hitler. Mais la guerre n'a pas justifié ces espoirs. L'Allemagne et le Japon ont bien été mis hors de combat, en tant que concurrents des U. S. A., de l'Angleterre et de la France, mais, en même temps, du système capitaliste se sont détachés la Chine et les démocraties populaires en Europe, pour former avec l'Union soviétique le camp puissant du socialisme.

Le résultat économique de l'existence de deux camps opposés est que le marché mondial s'est disloqué et qu'il en est résulté deux marchés mondiaux parallèles et souvent opposés. Il convient de souligner, dit Staline, que les U. S. A., l'Angleterre et la France ont contribué à la création d'un deuxième marché mondial parallèle, par le blocus économique du « camp socialiste ». L'essentiel ne réside cependant pas dans le blocus, mais dans le fait que, dans la période d'après guerre, les pays du « socialisme » se sont rapprochés économiquement et ont mis sur pied un plan de coopération et d'entraide. On peut affirmer, déclare le généralissime, que bientôt ces pays non seulement n'auront plus besoin d'importer les marchandises en provenance de la zone capitaliste, mais éprouveront la nécessité d'exporter l'excédent de leur production. Il en découle donc que la sphère d'activité des principales nations capitalistes, loin de s'élargir, ira se rétrécissant, que les conditions sur le marché mondial d'écoulement empireront, que leurs entreprises travailleront de moins en moins à plein rendement. C'est en cela, en somme, que réside l'accentuation de la crise générale du système capitaliste en fonction de la dislocation du marché mondial.

Les capitalistes s'en rendent bien compte. Ils ont essayé de surmonter la difficulté en adoptant le « plan Marshall », en entreprenant la guerre de Corée et en engageant la course aux armements. Ils donnent l'impression d'« un noyé qui s'agrippe à une planche de salut ». Ceci permet au généralissime d'affirmer que sa propre thèse sur la stabilisation des marchés, durant la période de crise générale du capitalisme, et celle de

Lénine, qui déclarait qu'en dépit du « pourrissement du capitalisme » celui-ci, dans son ensemble, croissait à un rythme plus rapide qu'auparavant, doivent être considérées comme « ayant perdu leur valeur ».

L'opposition des deux systèmes qui régissent les deux marchés parallèles est-elle plus forte que la lutte d'intérêts entre les pays capitalistes ?

D'aucuns prétendent que les conditions nouvelles font que les guerres entre les capitalistes ne sont plus inévitables. Ils étayaient leur opinion sur le fait que ni les États-Unis, ni les dirigeants du capitalisme ne permettront aux pays qui gravitent dans leur orbite de s'affaiblir davantage en se battant entre eux. Ces camarades se trompent, dit Staline, car ils ignorent les forces profondes qui déterminent le cours des événements. Théoriquement, il est exact que les contradictions entre les deux systèmes antagonistes sont plus fortes que celles qui séparent entre eux les capitalistes. Toutefois, la deuxième guerre mondiale n'a pas commencé par une attaque contre l'U. R. S. S., mais par une attaque contre le bloc anglo-franco-américain. Et, lorsque l'U. R. S. S. fut attaquée à son tour, ce bloc ne s'est pas joint, comme il aurait été logique, à l'Allemagne, mais a formé avec l'Union soviétique une coalition. Ce qui prouve que la lutte des pays capitalistes pour les marchés, leur désir de « noyer le concurrent » s'avèrent dans la pratique plus forts que les contradictions entre les deux systèmes.

2^o *L'opinion publique examine les thèses du Congrès.*

Six semaines avant l'ouverture du Congrès, les thèses qui devaient y être débattues ont été soumises à l'examen de l'opinion publique. La discussion, qui ne constituait, dans la plupart des cas, qu'une surenchère aux thèses du Comité central, a mis cependant en évidence deux intéressants problèmes de principe.

a. *Parti national ou Parti ouvrier ?*

Un débat s'est engagé autour de la nouvelle définition du parti, contenue dans le projet de statut. La substitution à l'ancienne définition, qui en faisait « l'avant-garde organisée de la classe ouvrière de l'U. R. S. S., la forme suprême de son organisation », de la nouvelle, qui le considère comme « une libre union de combat des communistes, animés d'un même idéal, qui groupe les hommes de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentzia laborieuses », a ému certains militants. Dans la *Pravda* du 20 septembre, un certain Vlassov estime qu'il serait erroné d'abandonner la première formule, car, dit-il, « malgré un rapprochement indiscutable entre la classe ouvrière et la paysannerie, qui, en 1939, avait déjà permis d'uniformiser les conditions, jadis dissemblables, d'admission dans le

parti, celui-ci n'en est pas moins le parti de la classe ouvrière ». « Le cas du parti est analogue à celui de l'État soviétique. Quelle que soit sa composition, il était et reste, de par son programme et ses buts, le parti de la classe ouvrière. Le stipuler dans les statuts est de la plus haute importance, non seulement pour l'éducation pratique et idéologique des jeunes communistes, mais aussi pour les partis fraternels des autres pays qui s'inspirent de notre expérience pour orienter leurs activités. »

Cette crainte de voir le parti perdre son caractère de classe a provoqué, dans la *Pravda*, deux réponses identiques.

La nouvelle formule ne fait que « développer et placer à un échelon plus élevé la théorie marxiste-léniniste concernant le parti d'un type nouveau », estime Sytnikov. « Le fond du problème réside dans le fait que le projet de statut donne une définition qui tient compte de l'évolution qui s'est produite dans le pays. La classe ouvrière et son avant-garde communiste ont obtenu d'immenses succès dans l'éducation idéologique des paysans et des intellectuels. Les paysans ont cessé d'occuper une position passive, les intellectuels participent activement à la création d'une société nouvelle et au renforcement de la puissance de l'État des Soviets. De ce fait, le parti devient l'avant-garde du peuple, et la nouvelle formule reflète l'unité morale et politique accrue de la communauté soviétique. »

Le parti ne cesse à aucun moment d'être le parti de la classe ouvrière, déclare de son côté le militant Bykov, « puisqu'il continue à s'inspirer dans toutes ses activités de la théorie marxiste-léniniste ». Quant à la modification proposée, elle donne « une définition très précise du parti pour une période historique déterminée, celle de l'édification communiste, en tenant compte du fait que le parti et sa base sociale se sont développés ».

D'autres militants ont émis des réserves contre la tendance à considérer le parti comme une organisation politique de l'ensemble du peuple soviétique et non seulement de son élite. Ils ont proposé de le définir comme « une union des meilleurs hommes d'avant-garde de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentsia laborieuses ».

Quant à la suppression du qualificatif de « bolchevik », elle n'a suscité qu'une observation purement sentimentale, celle de Choulguine de Moscou, qui en demande le maintien « parce que, depuis cinquante ans que les communistes portent ce nom, il est devenu pour tous les Soviétiques une définition traditionnelle et profondément patriotique ».

b. *Il ne faut pas limiter aux frontières de l'U. R. S. S. la portée du statut.*

Le nouveau statut du parti doit-il s'inspirer de facteurs purement nationaux ou faut-il qu'il tienne compte du rôle du parti sur l'échiquier mondial ? Tel est le sens d'une discussion qui s'est engagée entre le militant Machta-

lenko et deux étudiants de l'École supérieure politique, au sujet de la définition de la qualité de membre du parti. La formule officiellement proposée de « ... citoyen qui n'exploite pas le travail d'autrui... » paraît inutile, voire dangereuse à Machtalenko, qui rappelle que la Constitution a « confirmé la disparition définitive de l'exploitation au pays du socialisme ». La maintenir dans le statut, c'est donner l'impression qu'elle continue toujours en U. R. S. S. Il propose donc son remplacement par la formule suivante : « Peut être membre du parti tout citoyen qui fournit du travail profitable à la communauté, dans le cadre de l'édification de la société communiste... » « Il ne s'agit pas de confondre le statut et le programme, lui répondent les deux étudiants. Le programme fixe les buts à atteindre, le statut concrétise les résultats acquis. Il est bon, par conséquent, d'y rappeler, surtout à l'usage des communistes des autres pays, l'incompatibilité entre la qualité de membre du parti et l'exploitation du travail d'autrui. »

3^o *Les conférences du parti.*

Sur le plan pratique, un facteur a joué un rôle important dans la préparation du Congrès : les conférences du parti. Elles se sont déroulées hiérarchiquement aux divers échelons et ont porté sur la critique du travail courant, sur les « déviations idéologiques de tout ordre » et sur le problème des cadres.

Le *problème des cadres* est indiscutablement celui qui a soulevé le plus de polémiques. Souvent les leaders eux-mêmes ont été mis personnellement en cause, sans pour cela être frappés de sanctions.

Ainsi, à la conférence du parti de Turkménie, le premier secrétaire du Comité central, Babaev, a été vivement attaqué par les délégués. Son adjoint, Chikh-Mouradov, s'est vu reprocher d'avoir qualifié d' « œuvre historique capitale » l'ouvrage de l'historien Nepessov, intitulé *La victoire du régime soviétique en Turkménie du Nord (1917-1936)*, qui, de l'avis des militants, est conçu « sous un angle manifestement nationaliste bourgeois ». A ce propos, la *Pravda* cite un cas typique de l'« étouffement de la critique » : le porte-parole du Præsidium de la Conférence, chargé de présenter les interpellations visant le leader, l'a fait de telle façon qu'elles ont échappé à l'attention de l'auditoire.

M. Prokkonen, président du Conseil des ministres de la République Carélo-Finnoise, a été attaqué dans la *Pravda* pour avoir « éludé l'analyse des critiques faites à son égard ». En Lituanie, M. Guedvilas, également président du Conseil, s'est vu reprocher par les militants le « manque de responsabilité et d'énergie » de son gouvernement. Le président du Præsidium du Soviet suprême de Lituanie, M. Paleckis, a été accusé par une dizaine de députés d'avoir non seulement toléré mais même soutenu des

« nationalistes bourgeois », fait reconnu par l'intéressé, qui a fait amende honorable.

Définissant la situation générale, M. Nikita Khrouchtchev, membre du Politburo et rapporteur au Congrès sur la question du statut, a dit à la réunion des militants de Moscou, dont il est le leader : « N'ont pas encore disparu chez nous de tels — passez-moi l'expression — « dirigeants », qui profitent de leur poste pour des fins personnelles, qui fraudent la loi et estiment que tout leur est permis. D'autres couvrent les délinquants et procèdent à de simples mutations d'amis compromis. »

La *Pravda* du 21 septembre révèle, à ce sujet, qu'en Estonie M. Weimer, ex-président du Conseil des ministres, limogé pour avoir protégé des « nationalistes bourgeois » et porté préjudice à l'édification socialiste, n'a pas été évincé définitivement, mais s'est vu offrir un poste économique en vue. Toutes ces révélations ont incité un militant à proposer un additif au statut, proclamant « l'intransigeance obligatoire des communistes, membres d'un parti internationaliste, à l'égard de toutes manifestations de nationalisme bourgeois ou de chauvinisme ».

On s'attendait à une *épuration* massive, comme cela s'était produit plusieurs fois dans l'histoire du parti, mais aucune mesure d'envergure ne semble avoir été prise dans ce sens. Les seuls cas de quelque importance que l'on connaisse sont ceux de la direction du parti de Géorgie, destituée en entier au printemps dernier, et ceux de deux hauts fonctionnaires du Kazakhstan, dont M. Nabaev, ministre de la Justice de cette république soviétique. Néanmoins, les déviations, la corruption, les abus et l'étouffement de la critique et de l'autocritique de la part des dirigeants ont provoqué une vive réaction chez les militants, qui ont demandé — sans obtenir satisfaction — que les délais de présence dans le parti soient prolongés avant de pouvoir accéder aux postes responsables.

IV. — LE CONGRÈS

A la veille du Congrès, Moscou avait pris un air de fête. Les principaux aéroports et gares avaient fait peau neuve pour recevoir dignement les délégués soviétiques et les invités étrangers. Les grands hôtels — *Metropole*, *National*, *Moskva* — avaient réservé aux hôtes de la capitale leurs plus belles chambres. On avait posé des tapis moelleux, installé des meubles confortables, branché des postes de radio. On avait multiplié le nombre des kiosques de livres, de journaux, de souvenirs. Les théâtres avaient été priés de réserver, jusqu'au 19 octobre, une partie de leurs places aux congressistes. 1 192 délégués à voix délibérative et 167 à voix consultative étaient réunis

pour participer aux travaux. 793 possédaient une formation universitaire, 223 étaient bacheliers et 176 n'avaient qu'une instruction primaire. Les militants d'avant 1920 constituaient 7,4 p. 100 des délégués et ceux qui avaient adhéré au parti dans la période 1921-1940, 72,4 p. 100. La majorité, 61,6 p. 100, étaient âgés de quarante et un à cinquante ans ; puis venaient ceux de trente-six à quarante ans (17,7 p. 100), les gens au-dessus de cinquante ans (15,3 p. 100) et, enfin, 5,9 p. 100 seulement de moins de trente-cinq ans.

En tout, 27 nationalités de l'Union étaient représentées au Congrès. 12,3 p. 100 des délégués étaient des femmes, contre 9,1 p. 100 en 1939. Pour la première fois, les organisations du parti de Kaliningrad (ex-Kœnigsberg), des îles Kouriles et du Sud du Sakhaline étaient représentées au Congrès.

La séance inaugurale eut lieu le 5 octobre, à 19 heures, dans la grande salle du Kremlin. L'apparition à la tribune du généralissime Staline, entouré de ses plus proches collaborateurs, Molotov, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Beria, Kaganovitch, Khrouchtchev, Andreev, Mikoyan, Kossyguine, fut saluée par une ovation enthousiaste.

L'ouverture du Congrès.

C'est à M. Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov que revint l'honneur d'ouvrir les travaux.

a. Le discours de Molotov.

Après avoir rendu hommage aux camarades morts depuis le dernier Congrès et évoqué le souvenir des leaders disparus : Chterbakov, Kalinine et André Jdanov, l'ancien ministre des Affaires étrangères affirme que la deuxième guerre mondiale, loin d'avoir ébranlé l'Union soviétique, lui a permis, au contraire, d'accroître sa confiance dans ses forces et dans l'idéal qu'elle poursuit. Elle a marqué une nouvelle étape dans le développement du socialisme international du fait que nombre de pays se sont engagés dans la voie de la démocratie populaire. Ces facteurs, estime Molotov, expliquent l'influence du parti sur la vie nationale, l'autorité dont il jouit dans l'arène internationale et le respect que lui témoignent les travailleurs du monde entier.

Dans son analyse de la situation internationale, M. Molotov rend les milieux dirigeants des États-Unis responsables de la guerre de Corée, de l'occupation de l'île chinoise de Formose, de la transformation de l'Allemagne et du Japon en États dépendants, de même que de la création à l'est et à l'ouest d'alliances agressives, telles que le bloc atlantique, dirigées

contre des États pacifiques, comme l'Union soviétique, la République populaire de Chine et les démocraties populaires.

Après avoir souligné que le « camp impérialiste » était dans l'impossibilité de conjurer la crise économique et les divergences qui le déchirent, Molotov a mis l'accent sur le fait que plus cette crise s'aggrave, plus la « propagande belliciste devient forte et plus les puissances impérialistes deviennent agressives ».

A ce camp de l'« agression », Molotov oppose celui de la « défense de la paix et de la démocratie », à la tête duquel, en raison de sa politique essentiellement pacifique, se trouve l'U. R. S. S. Il souligne que le revirement qui s'est produit en Chine et dans les démocraties populaires a permis à la Russie soviétique de sortir de son isolement et que, d'autre part, « des centaines de millions d'hommes sont unis maintenant dans le mouvement des partisans de la paix ». « Toutefois, ajoute-t-il, cet état de choses ne saurait en aucun cas affaiblir notre vigilance. Nous devons être prêts à opposer une résistance active à toute agression du camp belliqueux des impérialistes. »

« Le présent Congrès, conclut Molotov, contribuera à la consolidation des forces démocratiques internationales dans la lutte pour la défense de la paix universelle. »

b. L'ordre du jour du Congrès.

Cinq questions étaient inscrites à l'ordre du jour du Congrès :

- 1^o Le rapport du Comité central ;
- 2^o Le rapport de la Commission centrale de vérification des comptes ;
- 3^o Le plan quinquennal ;
- 4^o Le nouveau statut du parti ;
- 5^o Les élections des organes centraux du parti.

1^o Le rapport du Comité central.

Pour la première fois depuis la disparition de Lénine, le rapport du Comité central n'a pas été présenté par Staline, mais par Georges Malenkov, que certains milieux occidentaux se plaisent à considérer comme l'éventuel « dauphin » du généralissime. Son rapport se divise en trois sections : la position internationale de l'U. R. S. S., sa situation intérieure et les problèmes du parti.

Malenkov, dans l'analyse de la situation internationale, semble avoir dégagé deux facteurs essentiels, non dépourvus de contradictions. D'une part, il constate que le bloc occidental resserre graduellement les liens qui unissent les divers pays qui le composent par la création d'organismes

superétatiques et renforce sa puissance par une intensification des armements. Il estime que cette politique entraîne une « aggravation de la situation internationale » et « une menace de nouvelle guerre mondiale ». L'U. R. S. S. se sent assez forte pour faire face à toute menace éventuelle, car elle a renforcé son potentiel industriel et mené bon train ses recherches atomiques, fait-il remarquer à ce propos.

D'autre part, il s'appuie sur la thèse stalinienne qui prétend que des oppositions et des fissures existent dans le bloc occidental et pense qu'elles sont susceptibles de le conduire jusqu'à un conflit interne.

L'Union soviétique, elle, croit possible la coexistence de deux mondes antagonistes et assure de la « compréhension des pays pacifiques » tout État qui s'engagerait dans la voie que l'orateur définit comme celle « de la paix ».

Son rapport débute par un sévère examen de la situation économique, de ce qu'il appelle le « système capitaliste mondial ». Il estime que la politique des États-Unis à l'égard de leurs alliés est celle d'une puissance impérialiste, car des États jadis libres, tels que l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique et autres, se voient aujourd'hui dans l'obligation de renoncer à leur politique nationale.

Quant aux pays tels que la Grèce, la Turquie, la Yougoslavie, ils ont tout bonnement été transformés en colonies américaines.

M. Malenkov accuse les dirigeants des pays membres de l'Union atlantique, ainsi que ceux de l'Allemagne occidentale et du Japon, de trahir les vrais intérêts nationaux et pense que les « socialistes de droite » — Labour Party, S. F. I. O., social-démocrates allemands — en portent la responsabilité. Certains hommes politiques plus avisés et qui ne sont pas aveuglés par la haine anti-soviétique se rendent parfaitement compte de l'abîme dans lequel les précipitent les Américains, dit M. Malenkov, qui suppose que, dans les pays « réduits aujourd'hui au rôle de pions dociles », se trouveront des forces démocratiques, réellement pacifiques, pour réagir à temps. « En s'engageant dans cette voie nouvelle, les pays européens et autres trouveront une compréhension entière auprès des pays épris de paix. »

Malenkov dénie aux États-Unis le droit d'agir au nom de la liberté. Il reproche aux Américains d'appliquer un « régime fasciste féroce non seulement aux États-Unis, mais aussi dans les pays où les forces de la paix et de la démocratie sont particulièrement importantes comme la France, l'Italie et le Japon » et qualifie l'impérialisme américain de « gendarme mondial ». Aussi se réjouit-il de la résistance que « leur opposent les masses ».

Quant à l'U. R. S. S., elle a réduit ses forces armées aux effectifs d'avant guerre. Et, bien que les Américains aient transformé l'O. N. U. en un « simple instrument de leur politique dictatoriale et agressive », l'U. R. S. S. ne désespère pas de voir cet organisme accomplir sa mission pacifique.

Quoique la France et la Grande-Bretagne aient renié leurs engagements, l'Union soviétique reste toujours prête à coopérer avec elles pour assurer la paix, comme elle est aussi prête à collaborer avec les U. S. A. dans le même but.

Malenkov soutient que l'existence, aux côtés de l'U. R. S. S., d'une Allemagne remplissant les conditions posées à Potsdam exclurait la possibilité d'une nouvelle guerre en Europe et la menace de l'esclavage des peuples européens par l'impérialisme mondial. Il transmet à l'Italie les souhaits du peuple soviétique de rétablir son indépendance nationale et déclare que le Japon doit aussi devenir un État démocratique et souverain.

La politique pacifique de l'U. R. S. S., ajoute M. Malenkov, est basée sur le principe de la possibilité de coexistence et de coopération des systèmes capitaliste et socialiste, à condition que l'on respecte les engagements pris, ainsi que le principe de l'égalité et de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres pays. Le développement des relations commerciales ouvrirait, par ailleurs, des perspectives plus riantes que celles de la course aux armements.

« Nous sommes convaincus que, dans une compétition pacifique entre les deux mondes, le système socialiste affirmerait d'année en année sa supériorité. Nous n'avons aucune intention d'imposer à qui que ce soit notre idéologie ou notre structure économique. Staline a dit que l'exportation de la révolution est un non-sens, car, si un pays la veut, il la fera lui-même. »

Après avoir indiqué que l'U. R. S. S. renforce son potentiel de défense parce qu'elle est consciente de la menace d'une nouvelle guerre, M. Malenkov assure qu'un troisième conflit mondial provoquerait la débâcle du système capitaliste tout entier et il définit comme suit les tâches du parti dans la politique extérieure :

1^o Continuer la lutte contre la préparation d'une nouvelle guerre, consolider le front démocratique pour défendre la paix, renforcer les liens avec les partisans de la paix du monde entier, déjouer les manœuvres des fauteurs de guerre ;

2^o Continuer la politique de coopération internationale et de développement des relations commerciales avec tous les pays ;

3^o Renforcer les relations amicales avec la Chine, les démocraties populaires, l'Allemagne orientale, la République populaire de Corée et celle de Mongolie ;

4^o Renforcer inlassablement le potentiel de défense de l'U. R. S. S. et être prêt à opposer une résistance résolue à toute agression.

Situation intérieure.

Dans la deuxième partie de son exposé, Malenkov s'est attaché surtout à l'analyse de la situation économique de l'U. R. S. S. Cette année, la produc-

tion doit atteindre 28 millions de tonnes de fonte, soit 70 p. 100 de plus qu'en 1940, 25 millions de tonnes d'acier (90 p. 100), 27 millions de tonnes de laminés (2,5 fois), 300 millions de tonnes de charbon (80 p. 100), 47 millions de tonnes de pétrole (50 p. 100), 117 milliards de kilowatts-heure (3 fois), 5 milliards de mètres de cotonnades (30 p. 100), 190 millions de mètres de lainages (60 p. 100), 218 millions de mètres de soieries (2,8 fois), 250 millions de paires de chaussures (20 p. 100), 3 300 000 tonnes de sucre (50 p. 100), 380 000 tonnes de beurre (70 p. 100). Au cours du dernier quinquennat, 500 milliards de roubles ont été investis dans l'économie soviétique, dont 320 dans l'industrie. Le revenu national de l'U. R. S. S., durant la période 1940-1951, a augmenté de 43 p. 100.

Malgré l'éloquence de ces chiffres que nous donnons à titre d'indication, M. Malenkov a déclaré qu'on aurait pu faire davantage encore, dans certains secteurs tout au moins, pour accroître la production du pays.

Le régime lui-même est consolidé, a ajouté M. Malenkov, en soulignant que les frontières actuelles de l'U. R. S. S. « sont les plus conformes aux conditions du développement historique du peuple de notre pays ».

Après avoir passé en revue la situation et les tâches du parti, le secrétaire du Comité central a fait l'éloge des dernières études marxistes publiées par Staline et a terminé en déclarant : « L'État soviétique n'est plus une île solitaire entourée de pays capitalistes. Il n'y a pas de force au monde qui puisse arrêter la marche en avant de la communauté soviétique. Nous devons tenir ferme le gouvernail et suivre notre voie sans céder ni aux provocations, ni aux intimidations. »

* *

D'une lecture attentive du rapport de Malenkov — dont l'énoncé a duré cinq heures et dont nous n'avons pu donner ici que quelques éléments — il semble ressortir que ni Staline ni Malenkov ne croient à la proximité d'un conflit mondial. La définition de la situation internationale par Staline dans la revue *Bolchevik* paraît avoir donné, aussi bien aux dirigeants qu'au peuple russes, un sentiment de sécurité qui éloigne de leurs préoccupations quotidiennes la perspective d'un conflit à brève échéance. C'est pourquoi l'intonation est surtout mise sur la nécessité absolue de la réforme intérieure, dont l'urgence leur paraît évidente.

Toutes les personnalités soviétiques qui ont pris longuement la parole au Congrès ont également laissé l'impression très nette que la position internationale de l'U. R. S. S. leur paraissait assise, tout au moins dans l'immédiat, et que toute leur attention devait, pour le moment, être concentrée sur le redressement intérieur.

2^o *Le plan quinquennal.*

Le plan quinquennal a été présenté au Congrès par M. Maxime Sabourov, qui a remplacé à la présidence du « Gosplan » (Plan d'État) M. Voznesensky, disparu depuis de la scène politique. Les déclarations de Sabourov et le plan définitif ratifié par le Congrès ont confirmé les grandes lignes des « directives » publiées à ce sujet par le Comité central fin août. Les données du plan ont été, depuis, amplement commentées dans la presse occidentale, et il ne nous paraît pas utile de revenir sur les tableaux détaillés qui en ont été donnés. Nous nous bornerons donc à en rappeler les lignes générales.

Le nouveau plan prévoit pour la période 1951-1955 une augmentation de la production industrielle de 70 p. 100, soit le triple du niveau de 1940. Fait curieux, à l'exception des premier et quatrième plans, les trois autres n'ont pas été mis en exécution par les Congrès, mais simplement entérinés par eux (1934, 1939, 1952).

Conformément à l'organisation de l'économie soviétique, dont parle Staline dans *Bolchevik*, la priorité sera encore accordée à l'industrie lourde et à la production des biens d'équipement. Cependant, il semble que l'écart qui sépare la production des biens d'équipement de celle des biens de consommation soit, pour ce plan, moins grand qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Durant la période 1946-1950, la production industrielle globale de l'U. R. S. S. a augmenté de 125 p. 100, dont 150 p. 100 pour l'équipement et 84 p. 100 pour les biens de consommation. A partir de 1951, il s'est produit une augmentation rapide des biens de consommation courante. Le nouveau plan prévoit un accroissement annuel de 13 p. 100 pour les biens d'équipement et de 11 p. 100 pour les biens de consommation.

De l'avis des spécialistes occidentaux, la réalisation du plan devra permettre à l'U. R. S. S., en 1955, une production annuelle de 34 millions de tonnes de fonte, 45 millions de tonnes d'acier, 275 millions de tonnes de charbon, 70 millions de tonnes de pétrole, 162 milliards de kilowatts-heure, plus de 6 milliards de mètres de cotonnades, 350 millions de paires de chaussures de cuir, etc...

Poursuivant la politique inaugurée depuis la guerre, les Soviétiques décentralisent l'industrie, en la portant, toutes les fois que cela est possible, sur les lieux mêmes de la production des matières premières. Toutes les nouvelles usines seront construites selon ce précepte. En conséquence, on prévoit un développement considérable des industries de l'Est (Volga, Oural, Sibérie, Extrême-Orient et Asie centrale). La part de ces régions dans la production totale de l'Union s'est élevée déjà en 1951 à un tiers du volume total. Elles ont produit près de la moitié de l'acier, des laminés, du charbon, du pétrole et environ 40 p. 100 de l'énergie électrique du pays.

En même temps, des centres sidérurgiques seront créés en Transcaucasie. Le plan prévoit un développement industriel général des pays baltes. Les investissements d'État dans l'industrie, qui doubleront par rapport au plan précédent, seront employés aussi bien pour la création de nouveaux foyers industriels que pour l'agrandissement et la modernisation des combinats existants. Malenkov a insisté surtout sur ce dernier facteur, attirant l'attention des spécialistes russes sur la nécessité d'« accroître la production avec le minimum de frais ».

Dans le domaine agricole, la politique russe tendra non seulement à accroître la production céréalière du pays et à la porter à environ 180 millions de tonnes, mais aussi à multiplier celle des matières premières industrielles (coton, chanvre, caoutchouc, betteraves à sucre, etc.) qui permettront graduellement à l'U. R. S. S. de se suffire à elle-même. Un soin tout particulier est aussi donné, dans cet ordre d'idées, à l'exploitation de ressources minérales de tout genre dont dispose le pays. Profitant des possibilités de production de l'électricité par l'exploitation des inépuisables richesses liquides du pays, le gouvernement poursuit la mise en valeur de ce potentiel. Citons dans ce sens le projet de mise en valeur du bassin de l'Angara, en Sibérie orientale, dont la puissance est évaluée à plus de 60 milliards de kilowatts-heure.

L'atmosphère optimiste du Congrès a permis à Mikoyan de déclarer que le problème alimentaire était résolu en U. R. S. S. et que le gouvernement allait maintenant songer à alléger la tâche des ménagères. Son analyse des buts qui seront poursuivis dans ce sens était plutôt celle d'un « gourmet » que celle d'un économiste pour qui le problème de l'alimentation du peuple reste une question angoissante.

Est-il permis de douter du bien-fondé de ces prévisions ? Répondons seulement que les Russes disposent de moyens tels que les mouvements d'« émulation socialiste », devenus pratiquement obligatoires, et soulignons que tous les plans quinquennaux ont été jusqu'à présent réalisés en quatre ans et trois mois.

3^o Le nouveau statut du parti.

Au cours de la cinquième journée, le Congrès a abordé l'examen du projet du nouveau statut, élaboré par le Comité central. Ce projet a été d'ailleurs ratifié par la suite à l'unanimité sans aucune modification tant soit peu importante. Celles qui y ont été apportées concernaient davantage la lettre que l'esprit.

Le rapporteur, M. Nikita Khrouchtchev, avant de présenter l'analyse du statut, a tenu, dès les premiers mots, à mettre ses auditeurs au courant

des raisons qui ont présidé aux modifications apportées. Les amendements, a-t-il dit en substance, ont été introduits pour remplacer certaines dispositions qui « ont vieilli » et parce que le statut doit refléter la nouvelle expérience dont s'est enrichi le parti depuis le dernier Congrès en matière de « construction du parti ».

Le statut comporte douze chapitres qui établissent la structure, l'organisation, le fonctionnement, les organes directeurs, les droits et les obligations des membres. Il est à noter que l'ancien statut comportait une « introduction ». Le nouveau l'élève au rang de premier paragraphe, dûment modifié. L'ancienne introduction, outre la définition et le nom du parti, comportait une série de « conditions » que le parti imposait à ses membres. Actuellement, dans un souci évident de « classification », ces conditions sont soit supprimées, soit reportées au chapitre des « devoirs des membres du parti ». Le premier paragraphe est donc exclusivement réservé au nom et à la définition du parti et de ses tâches principales.

Le nom et la définition du parti changent. Cette nécessité est expliquée par Khrouchtchev, d'une part, par un souci de situer le parti dans le cadre de l'État soviétique, d'autre part, par la formation définitive en U. R. S. S. d'une communauté socialiste.

Le « Parti communiste panunioniste (des bolcheviks) » devient « Parti communiste de l'Union soviétique » (1). Au cours de son histoire, le parti s'est appelé successivement « Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » (1895), « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (1898), « Parti ouvrier social-démocrate de Russie (des bolcheviks) » (1912), « Parti communiste de Russie (des bolcheviks) » (1918) et, enfin, « Parti communiste panunioniste (des bolcheviks) » (1925).

En ce qui concerne le terme de « bolchevik » qui a été supprimé, Khrouchtchev a déclaré qu'il n'est point besoin de le conserver. Il avait une énorme signification de principe avant la révolution, du temps où le parti s'appelait « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». L'additif en question indiquait l'appartenance à un parti d'un type nouveau, parti des « léninistes », qui menaient une lutte impitoyable contre les « mencheviks » et autres groupements hostiles au prolétariat. Cet additif avait été conservé après la Révolution d'octobre parce qu'il avait acquis « droit de cité » non seulement dans la vie politique du pays, mais aussi au delà de ses frontières. Actuellement, on le supprime parce qu'il fait double emploi avec le mot « communiste ».

(1) Par un souci de simplification, il était convenu en Occident d'appeler le parti communiste soviétique « Parti communiste (bolchevik) de l'U. R. S. S. ». Nous employons ici une traduction littérale de son nom pour bien marquer la différence d'appellation. Panunioniste signifie « de l'ensemble de l'Union », sous-entendu « soviétique ».

Quant à la nouvelle définition du parti, elle est justifiée, dit Krouchtchev, « par les succès définitifs obtenus dans l'édification de la société socialiste ».

Les tâches du parti. — Les tâches principales du parti sont définies comme suit dans le nouveau statut : « ... (Il devra) édifier la société communiste en assurant le passage progressif du socialisme au communisme, élever sans cesse le niveau matériel et culturel de la société, éduquer les membres de la société dans l'esprit d'internationalisme, dans l'entretien de relations fraternelles avec les travailleurs de tous les pays, renforcer par tous les moyens le potentiel de défense de la patrie soviétique, face aux menées agressives de ses ennemis. »

Il est à noter que, dans l'ancien statut, les tâches du parti n'étaient pas énoncées. Elles étaient remplacées par une définition plus détaillée du parti qui se terminait ainsi : « Le parti exige de ses membres qu'ils fassent preuve d'activité et d'abnégation en vue d'expliquer le programme et les statuts du parti, d'exécuter toutes les décisions du parti et de ses organismes, d'assurer l'unité des rangs du parti et de consolider les relations internationales fraternelles aussi bien entre les nationalités laborieuses de l'U. R. S. S. qu'avec les prolétaires de tous les pays du monde. »

Le parti, pour fonctionner, a besoin d'un certain nombre d'organes. Nous allons voir quels sont ces organes et comment ils s'articulent.

Les organes du parti. — Le Congrès — qui se réunira tous les quatre ans — reste l'instance suprême du parti et élit le Comité central, dont les décisions dans l'intervalle des Congrès ont force de loi.

Le Comité central. — Le VI^e Congrès, tenu en 1917 à Pétrograd, a rendu obligatoires pour tous les militants et organisations du parti les décisions des organismes dirigeants, en même temps qu'il a établi pour ceux-ci le principe de l'éligibilité. Depuis, les différentes modifications apportées au statut n'ont fait qu'accroître les pouvoirs du Comité central.

Le nouveau statut a aboli la restriction qui prévoyait la convocation obligatoire par le Comité central, une fois l'an, d'une conférence de représentants des organisations locales pour délibérer sur les questions urgentes de la politique du parti. Cette conférence était habilitée, entre autres, à effectuer des remplacements au sein du Comité central, jusqu'à concurrence d'un cinquième des effectifs désignés par le Congrès. Désormais, de semblables conférences ne sont plus prévues. Nul ne peut exclure ou remplacer un membre du Comité central, sinon le Comité lui-même (majorité obligatoire des deux tiers de ses membres) ou le Congrès.

Une vérification publique de l'activité du Comité central n'est dorénavant possible que dans deux cas bien déterminés : à défaut d'une « majorité ferme » au sein du Comité, ou si cet organisme juge lui-même nécessaire de soumettre sa politique à l'épreuve d'une discussion sur le plan national.

Les organisations du parti — à condition de réunir un tiers au moins des membres représentés au dernier Congrès — peuvent néanmoins demander la convocation d'un Congrès extraordinaire. Si le Comité central ne répond pas à leur demande, ils peuvent former un « comité d'organisation » ayant pouvoir de convoquer le Congrès.

Le nouveau Comité central comprend 125 membres de plein droit et 110 suppléants, au lieu de 71 et 68 précédemment.

Præsidium et secrétariat. — Les organismes de direction et d'exécution qui dirigent l'activité du parti entre deux sessions du Comité central changent non seulement d'appellation, mais aussi de structure.

L'ancien « Politburo » devient « Præsidium » — « nom, a dit Khrouchtchev, qui définit mieux les fonctions de cet organisme » ; les anciens « Orgburo » et « Secrétariat » sont fondus dans un « Secrétariat » unique pour « mieux centraliser le travail courant du parti ». La composition de ces deux organismes présente des modalités très caractéristiques qui, de l'avis des observateurs qualifiés, constituent une confirmation de la thèse exposée par M. Khrouchtchev sur la nécessité, à la suite de l'augmentation considérable des effectifs, d'élargir l'organe délibératif, tout en centralisant le travail d'organisation et d'exécution.

En effet, tout comme le Comité central, le Præsidium a été augmenté numériquement. Il comprend 25 membres et 11 suppléants, contre les 9 membres et 2 suppléants du « Politburo » en 1939. Par contre, le « Secrétariat », qui cumulera les fonctions de l'ancien secrétariat (4 membres en 1939) et de l'Orgburo (composé de 9 membres en 1939), ne comptera que 10 membres.

Outre le généralissime Staline et ses proches collaborateurs, Malenkov, Khrouchtchev, Souslov et Ponomarenko, deux nouveaux venus feront partie à la fois du Præsidium et du Secrétariat : Aristov, grand spécialiste de l'industrie lourde, et Mikhailov, leader des Jeunesses communistes (Komsomol).

Tous les anciens dirigeants connus du parti ont été réélus au Præsidium, à l'exception de MM. A. A. Andreev et A. N. Kossyguine.

Militant depuis 1914, André Andreev, qui, en 1939, avait été élu en même temps au Politburo, au Secrétariat, à l'Orgburo et à la présidence de la Commission de contrôle, a déjà été désavoué publiquement à deux reprises pour avoir manifesté un esprit conservateur : la première fois en 1921, lorsqu'il entra en opposition avec la nouvelle ligne du parti concernant les syndicats, et, en 1950, quand il a essayé de résister, en qualité de président du Conseil pour les kolkhozes, à la nouvelle politique agricole, celle des « agrovilles », préconisée par Khrouchtchev. Il reste cependant membre du Comité central. Alexis Kossyguine, considéré depuis 1939 comme un

« coming man », semble piétiner, car il ne sera que suppléant au Præsidium.

Les obligations des membres du parti. — Abordant l'examen des obligations des membres du parti, Khrouchtchev a attiré l'attention des congressistes sur le fait que le paragraphe 1 du statut appelle les membres du parti à veiller avant tout à son unité « en tant que principale condition qui détermine sa force ».

Le nouveau statut prescrit sévèrement toute attitude « passive et formaliste ». Il la juge incompatible avec la qualité de communiste. Il ne s'agit plus de « se conformer aux décisions du parti » (statut 1939), il faut « combattre activement pour l'exécution de ces décisions, lutter pour leur mise en œuvre ». Le devoir d'être un « homme d'action » et de servir d'exemple aux masses dans le travail quotidien apparaît aussi dans les obligations du militant. Il est à noter que le nombre de « devoirs » stipulés dans le statut passe maintenant à onze au lieu des quatre prescrits par le Congrès de 1939. Par contre, le chapitre des « droits des membres » comporte comme par le passé cinq paragraphes.

Le paragraphe du statut qui *permet* aux militants de s'adresser aux instances supérieures, sans respecter les échelons hiérarchiques, pour dénoncer les manquements est porté maintenant au stade d'*obligation*. Sa non-exécution sera désormais jugée à son tour comme un crime à l'égard du parti.

Le Comité de contrôle. — Le Comité central a décidé de renforcer ses propres organes d'inspection et, en même temps, de rehausser leur prestige. La « Commission de contrôle » est élevée au rang de « Comité », degré plus important dans la hiérarchie soviétique. Les organismes de contrôle au sein du parti avaient été officiellement créés en 1923 à l'occasion du XII^e Congrès. A l'époque, il n'y avait qu'un seul organisme de contrôle divisé en deux sections : la « Commission centrale de contrôle » et l'« Inspection ouvrière et paysanne » ; il était bivalent, assurant aussi bien le contrôle du parti que celui de l'appareil de l'État. Le XVII^e Congrès créa une « Commission de contrôle du parti près le Comité central » et une « Commission de contrôle soviétique près le Conseil des commissaires du peuple (Conseil des ministres) », mettant ainsi fin au cumul.

L'innovation la plus frappante, proposée aujourd'hui, réside dans la fondation d'un « Institut de chargés de pouvoir » qui représenteront le Comité de contrôle à titre permanent auprès des organismes du parti des républiques fédérées, des provinces et des territoires autonomes. Ces « plénipotentiaires », qui relèveront directement de Moscou, seront auprès des instances locales les détenteurs de la « ligne » du parti.

Le parti et l'armée. — En ce qui concerne le rôle du parti dans l'armée, le nouveau statut sanctionne la disparition des « commissaires politiques

désignés par le parti ». Mais l'influence du parti ne sera pas diminuée pour autant. Tout comme par le passé, les « directions politiques centrales » de l'armée et de la marine de guerre dépendront directement du Comité central, échappant ainsi au commandement militaire. Une telle dualité de pouvoirs devrait logiquement provoquer des heurts. Cependant, comme vient de le relever le maréchal Vassilevsky, ministre de la Guerre, 86 p. 100 du corps des officiers sont membres du parti. De ce fait, ils sont, d'une part, soumis à sa discipline, d'autre part jouissent du privilège de pouvoir en appeler à tout instant au Comité central, sans passer par la voie hiérarchique.

Ceci permet de supposer que le commandement militaire et la direction politique préfèrent les compromis aux enquêtes et veillent, chacun dans son domaine, à ne pas empiéter sur le terrain d'autrui.

Les effectifs du parti. — Dans son rapport au Congrès, M. Pegov, rapporteur de la Commission des mandats, a fait des révélations intéressantes sur les effectifs du parti et leur répartition. Il en ressort que, depuis le dernier Congrès, en 1939, 4 404 000 nouveaux membres et « candidats » ont adhéré au parti. A l'époque, celui-ci comprenait au total 2 477 666 adhérents, dont 1 588 852 titulaires et 888 814 « candidats ». Au 1^{er} octobre 1952, ses effectifs ont atteint 6 882 145 personnes, dont 6 013 259 membres de plein droit et 868 886 postulants.

La plus forte concentration des militants se trouve apparemment dans les provinces de Moscou et de Léninegrad, avec respectivement 646 000 et 300 000 membres de plein droit. Parmi les républiques fédérées, seule l'Ukraine parvient à dépasser ces chiffres avec 765 000 adhérents pour l'ensemble de son territoire. Les autres républiques viennent loin derrière avec 210 000 membres pour le Kazakhstan, 160 000 pour la Géorgie, 140 000 pour la Biélorussie, 125 000 pour l'Ouzbékistan, 115 000 pour l'Azerbaïdjan...

Dans les républiques rattachés à l'U. R. S. S., pendant ou après la guerre, un grand effort a été fourni pour accroître numériquement l'importance du parti : la Lettonie en compte 50 000 contre 2 800 en 1941, la Lituanie 36 000 (2 500 en 1941), l'Estonie 31 000 (2 000 en 1941). Des résultats plus probants encore ont été obtenus dans les régions occidentales d'Ukraine et de Biélorussie (ex-provinces tchèques et polonaises), où les communistes sont respectivement au nombre de 100 000 et de 33 000.

La question des effectifs a attiré également l'attention de M. Malenkov, qui estime que le parti ne devrait pas abandonner la politique de restriction du recrutement, adoptée depuis la fin de la guerre, car la formation politique des militants n'a pu suivre leur accroissement massif.

V. LE DISCOURS DE STALINE

La curiosité du monde occidental n'a été satisfaite qu'à la séance de clôture du Congrès, au cours de laquelle, dans un atmosphère d'enthousiasme délirant, le généralissime Staline a pris la parole. On pensait qu'il ferait le point des débats. Il n'en fut rien. Staline a préféré définir, dans sa déclaration, la position du parti communiste soviétique par rapport aux « partis frères » et déterminer les tâches de ces derniers dans le cadre national.

Après avoir souligné que le parti soviétique, si puissant qu'il soit, n'en a pas moins besoin de l'appui des « peuples fraternels » de l'étranger, Staline a insisté sur le fait que cet appui faisait partie intégrante de la lutte des peuples pour la paix. Lorsque les camarades Thorez et Togliatti déclarent que leurs peuples ne feront pas la guerre à l'Union soviétique, c'est avant tout la cause des ouvriers et des paysans de France et d'Italie qu'ils défendent, en même temps que les aspirations pacifiques de l'U. R. S. S.

Les intérêts du parti soviétique non seulement ne contredisent pas les intérêts des peuples épris de paix, mais au contraire s'identifient avec eux. Il va de soi que le parti communiste russe ne peut pas rester débiteur des partis frères et qu'à son tour il doit lui accorder son aide, de même qu'à leurs peuples, dans la bataille pour la libération et la conservation de la paix. C'est ainsi précisément qu'il agit.

Staline pense que le parti bolchevik a justifié le surnom de « brigade de choc du mouvement mondial révolutionnaire et ouvrier qui lui a été donné, notamment, pendant la deuxième guerre mondiale. Il proclame que la lutte qu'il mène est devenue plus facile « et le travail plus joyeux » depuis l'apparition d'autres « brigades de choc » s'étalant de la Chine et de la Corée jusqu'à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie.

Le généralissime passe ensuite à l'analyse de la situation et des tâches des partis communistes des pays capitalistes. La position des partis communistes, démocratiques et ouvriers-paysans qui ne sont pas encore au pouvoir, déclare-t-il, mérite une attention particulière. Leur tâche, cependant, lui paraît moins difficile que celle à laquelle avaient à faire face les communistes russes sous le régime tsariste : ils peuvent, d'une part, profiter de l'expérience de l'U. R. S. S. et des démocraties populaires et, d'autre part, la bourgeoisie, étant devenue plus réactionnaire, a perdu aujourd'hui tout contact avec le peuple et s'est affaiblie. Jadis la bourgeoisie était libérale, défendait les libertés démocratiques-bourgeoises et gardait par là sa popularité. Il ne reste plus trace de cette attitude. Au lieu de défendre les droits et l'indépendance de la nation en les portant au pinacle comme jadis, la

bourgeoisie les « vend aujourd'hui pour des dollars ». « Le drapeau de l'indépendance et de la souveraineté nationales est jeté par-dessus bord », dit Staline, qui pense que nul autre ne pourrait le relever que les « représentants des partis communistes et démocratiques, s'ils veulent devenir la force dirigeante de la nation ». Ils doivent aussi relever le drapeau des « libertés démocratiques », s'ils veulent « rassembler autour d'eux la majorité du peuple ».

Cette substitution des communistes à la bourgeoisie défaillante doit faciliter le travail des partis communistes et démocratiques qui ne sont pas encore au pouvoir. Il y a lieu donc de compter sur « les succès et la victoire des partis frères dans les pays où règne le capital ».

Quelle interprétation pouvons-nous donner à cette brève intervention de Staline ? A notre sens, elle est une réponse aux inquiétudes qui se sont manifestées dans les « partis frères » et qui ont provoqué certains remous au sein des comités centraux. Comment concilier la défense des intérêts nationaux avec l'appui accordé au parti communiste soviétique ? La coopération des « partis frères » avec l'U. R. S. S. n'est pas une trahison nationale, soutient Staline, car, en défendant l'Union soviétique, ces partis défendent la paix, qui est aussi le principal objectif de l'U. R. S. S. D'autre part, la campagne pour la paix, à laquelle les Russes attachent une grande importance, ne doit pas être identifiée avec le communisme. Dans la revue *Bolchevik*, Staline s'efforce de dissiper cette équivoque : « Ce mouvement n'a nullement en vue le renversement du capitalisme. » Le large rassemblement des masses populaires auquel Staline convie les partis communistes n'a pour objectif que la « préservation de la paix ».

Staline n'indique pas la tactique qui sera suivie pour opérer ce rassemblement. Elle a été exposée dans le numéro du 13 juin 1952 de la revue du Kominform, qui déclare que, « pour créer un front national uni de lutte pour la paix, il faut surmonter toute manifestation d'opportunisme, de sectarisme, combattre le manque de confiance dans la puissance des masses, établir un contact étroit avec les classes moyennes et avec toutes les couches patriotiques de la nation. Il est du devoir des communistes de toucher tous les travailleurs affiliés à quelque parti ou organisation que ce soit, de toucher leurs leaders locaux. En leur exposant la trahison de leurs dirigeants, ils trouveront le chemin de leur cœur et de leur conscience ».

La présence au Congrès de membres les plus éminents des partis communistes étrangers et des chefs d'État des démocraties populaires ont donné aux paroles de Staline une résonance particulière. Il est encore trop tôt pour évaluer la répercussion que le Congrès aura sur l'évolution des partis communistes occidentaux. De retour dans leurs pays, les leaders des démocraties populaires et de l'Allemagne orientale ont été unanimes à proclamer

que la réorganisation à laquelle vient de procéder le parti communiste de l'Union soviétique leur servira de modèle dans leurs activités futures (1).

La place prépondérante attribuée par Staline aux communistes dans la direction morale des nations permettrait de croire que son rôle personnel n'est plus celui de guide d'une seule communauté, mais des « forces vives » de tous les pays. Sur le plan pratique, cela lui permettrait de mettre les partis communistes à l'abri des accusations d'antipatriotisme. Le fait que Staline ait confié à ses adjoints la tâche d'analyser et d'orienter la politique du parti communiste de l'Union soviétique et ne s'est penché dans son exposé que sur le mouvement du communisme international permet de supposer que le généralissime estime que l'État soviétique est entré définitivement dans la voie sans aléas qu'il lui a tracée et qu'il peut désormais se consacrer aux problèmes du communisme mondial, en se plaçant sur un plan qui n'est plus purement national. Staline se détacherait ainsi du monde russe pour devenir une sorte d'arbitre suprême du marxisme.

Bernard CARANTINO et Alexis SCHIRAY.

(1) Le *Rude Pravo* de Prague nous apprend que la Conférence nationale du parti communiste de Tchécoslovaquie qui se tiendra le 4 décembre prochain étudiera le nouveau statut du parti « conçu comme celui de l'U. R. S. S. ».